

Syracuse University

SURFACE

School of Social Work

David B. Falk College of Sport and Human
Dynamics

3-30-2016

L'inclusion et le Droit de Vivre en Société pour les Personnes en Situation de Handicap: Un défi pour le Travail Social en France et aux États-Unis

Nancy R. Mudrick
Syracuse University

Béatrice Schmitt
Institut Supérieur Social de Mulhouse

Follow this and additional works at: <https://surface.syr.edu/swk>



Part of the [Social Work Commons](#)

Recommended Citation

Mudrick, Nancy R. and Schmitt, Béatrice, "L'inclusion et le Droit de Vivre en Société pour les Personnes en Situation de Handicap: Un défi pour le Travail Social en France et aux États-Unis" (2016). *School of Social Work*. 5.

<https://surface.syr.edu/swk/5>

This Poster is brought to you for free and open access by the David B. Falk College of Sport and Human Dynamics at SURFACE. It has been accepted for inclusion in School of Social Work by an authorized administrator of SURFACE. For more information, please contact surface@syr.edu.



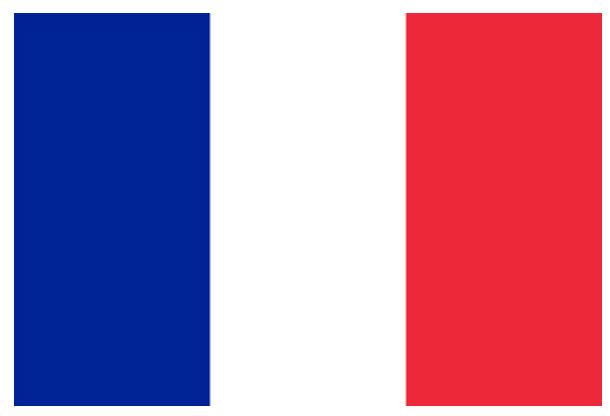
L'inclusion et le droit de vivre en société pour les personnes en situation de handicap: un défi pour le travail social en France et aux États-Unis



Nancy R. Mudrick¹, MSW, PhD et Béatrice Schmitt², M.S., IFC
¹Syracuse University, U.S.A. ²Institut Supérieur Social de Mulhouse, France

Vivre en société: Les personnes handicapées ont la possibilité de choisir, sur la base de l'égalité avec les autres, leur lieu de résidence et où et avec qui elles vont vivre et elles ne sont pas obligées de vivre dans un milieu de vie spécialisé. Elles ont accès à une gamme de services nécessaire pour leur permettre de vivre dans la société

La Loi Handicap et Vie en Société: La France



La Loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (la loi handicap)

- Le droit à l'accès à de nouveaux logements collectifs, aux établissements recevant du public (ERP) et aux transports
- Le droit à compensation du handicap repose sur le projet de vie personnalisé
 - La prestation de compensation du Handicap (PCH) finance l'aménagement du logement, l'aide humaine et tout autre besoin
- Au sein de la Maison Départementale des Personnes Handicapées, la CDAPH détermine l'éligibilité, le degré de handicap et la prise en charge personnalisée

La Loi Handicap et Vie en Société: Les États-Unis



Americans with Disabilities Act, 1990 (ADA)

- La loi ADA Titre II interdit toute discrimination à l'encontre des personnes en situation de handicap dans le cadre des activités des 50 états et des gouvernements locaux
- Les services publics doivent être proposés dans un environnement le plus intégratif possible
- Décision de la Cour Suprême en 1999: il est discriminatoire et illégal de retenir une personne dans une institution si cela n'est pas indispensable
- Les collectivités locales doivent fournir des services et une aide à la personne appropriés, acceptés par la personne en situation de handicap et réalisables

Questions et Méthodes

Questions de recherche

- Comment la France et les États-Unis mettent-ils en œuvre les droits pour l'habitat partagé et l'inclusion par le logement?
- Qu'est ce qui empêche ou facilite l'inclusion par le logement dans chaque pays?
- Quels sont les défis et les effets sur le rôle des travailleurs sociaux?

Méthodes

- Synthèse des publications: articles, revues, rapports et documents officiels (gouvernement et collectivités territoriales), documents associatifs
- Interview des personnes ressources: responsables de services territoriaux, associations et structures médico-sociales, et personnes en situation de handicap

Milieu de vie: La France

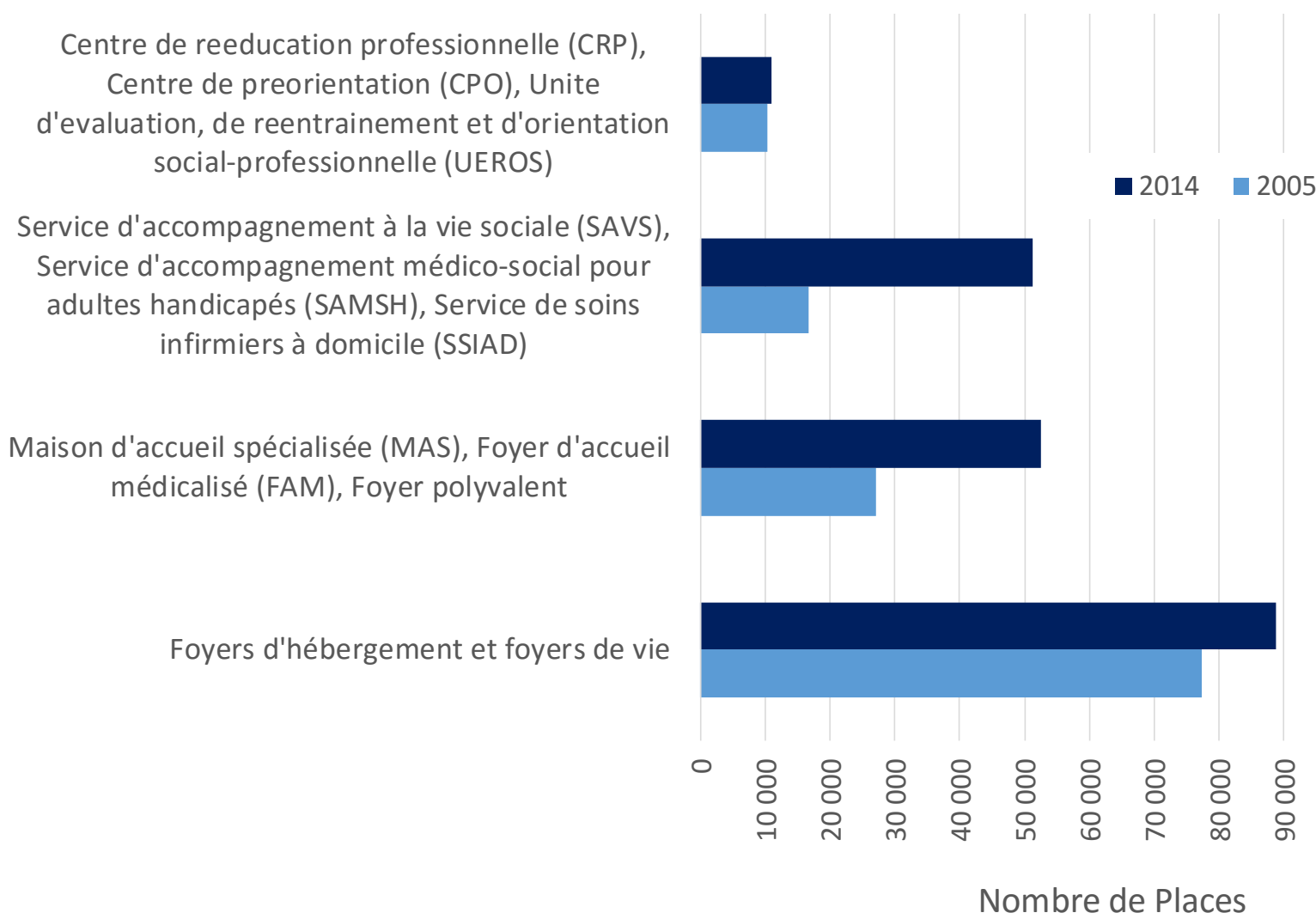


Fig. 1 Nombre de places utilisées pour le logement et le service d'accompagnement, personnes 18-59 ans

Le Prestation de compensation du handicap (PCH) pour l'aménagement du logement et le service d'accompagnement a augmenté de 139,000 à 223,000 (2006-2012)

Milieu de vie: Les États-Unis

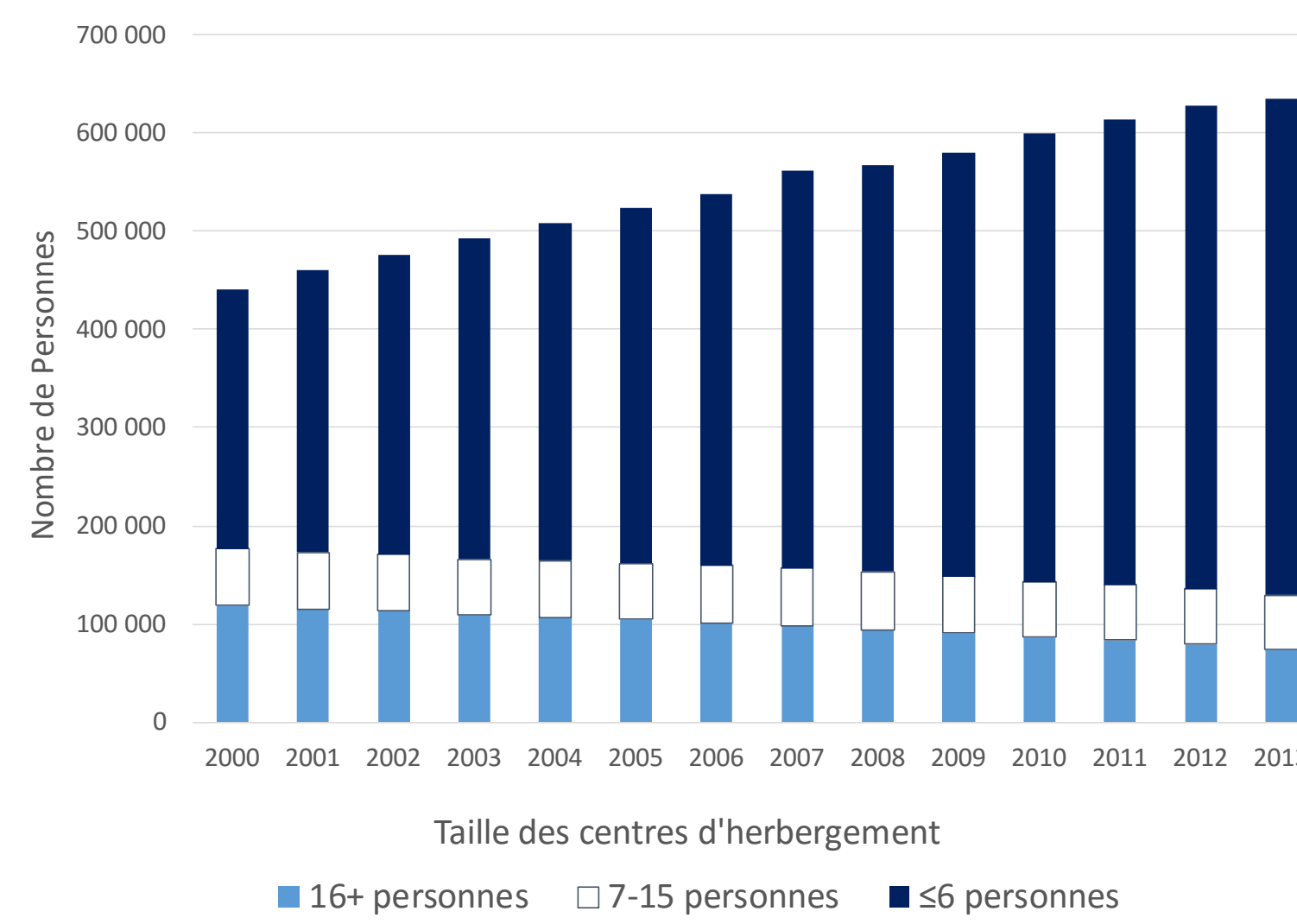


Fig. 2 Le lieu de résidence de personnes avec un handicap mental ou une déficience de développement.

France/États-Unis: Similarités

Utilisent un modèle social du handicap dans leurs lois

Le choix du lieu de vie est un élément clé pour le droit à l'inclusion par le logement

L'objectif des projets individuels est l'habitat partagé et l'inclusion par le logement

Possibilité de contrôle individuel des fonds publics pour mettre en œuvre le projet de vie

France/États-Unis: Différences

L'accent mis sur les droits, leur application et le recours à des procédures judiciaires

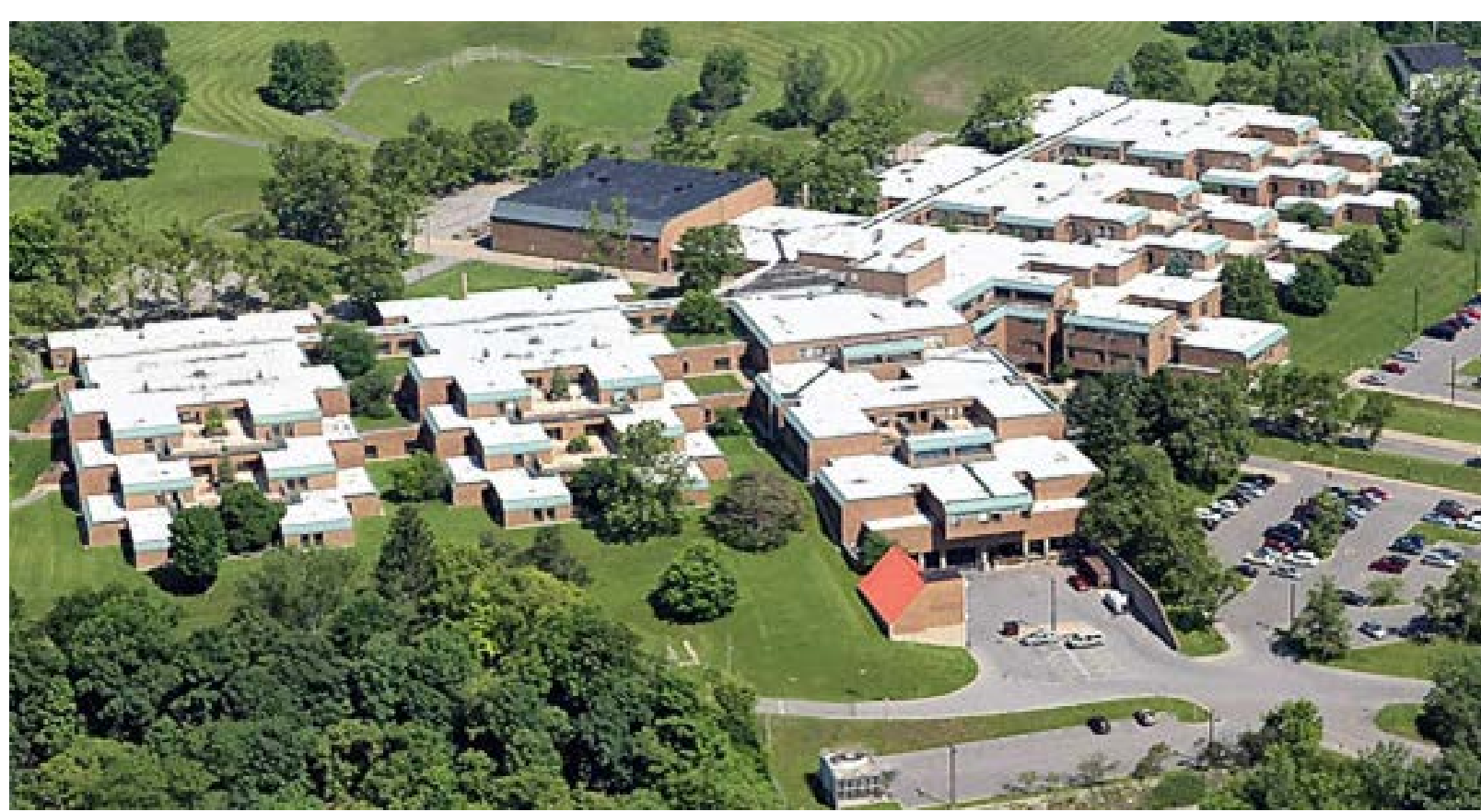
Le financement des aménagements nécessaires faisant partie des droits à l'inclusion par le logement

La mise en place d'une structure qui finance les dépenses individuelles pour l'aménagement du logement

L'importance des travailleurs sociaux dans la mise en œuvre de la loi

Les Défis pour les Travailleurs Sociaux

- La capacité à s'adapter et à être créatifs pour trouver de nouvelles solutions aux problèmes récurrents (pour lesquels on apporte des réponses standardisées)
- Avoir une vision globale et coordonner les multiples acteurs
- La capacité à accompagner plutôt que d'imposer « ce que l'on pense être le mieux »
- Aux USA: le défi est d'accepter que favoriser l'autonomie et accompagner le projet personnalisé d'une personne fait partie du travail social
- En France: le défi est de tenir des rôles qui peuvent sembler contradictoires : dans le même temps, accompagner la personne vers l'autodétermination, et fournir des évaluations et des recommandations aux instances publiques et aux tutelles



C'est le passé - Syracuse Developmental Center, fermé 1998



Notre objectif pour l'avenir

Constats dans les deux pays

Obstacles

- L'inaccessibilité des logements existants (appartements ou maisons)
- L'inaccessibilité de l'environnement public (transport, commerces) et ce qui touche à la sécurité
- Les structures médico-sociales traditionnellement tournées vers la vie en institution
- La peur des familles, professionnels et certaines personnes en situation de handicap concernant des dangers potentiels à vivre en autonomie
- Inquiétude au sujet du coût de la prise en charge individuelle des personnes dépendantes

Facilitateurs

- Le budget pour l'adaptation et l'aménagement du logement, et l'assistance humaine facilitent le choix du logement
- Des experts peuvent aider à trouver un logement adapté et mettre en œuvre le projet de vie
- Les services publics s'engagent à favoriser l'inclusion par le logement
- Les organisations de défense, les associations et les personnes en situation de handicap engagées font pression pour que le gouvernement applique la loi

Sources

Fig 1. Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (2015). 2015 Les chiffres clés de l'aide à l'autonomie,

<http://www.cnsa.fr/documentation/cnsa-chiffres-cles-01-06-2015-1.pdf>

Fig 2. Braddock, et. al. (2014). Coleman Institute and Department of Psychiatry, University of Colorado,

<http://www.stateofthetstates.org/documents/UnitedStates.pdf>

Contact

Nancy R. Mudrick, M.S.W., Ph.D.
School of Social Work, Syracuse University
Syracuse, New York, U.S.A.
mudrick@syr.edu